

# CDG59 infos

## L'ACTUALITÉ LÉGISLATIVE OU RÉGLEMENTAIRE

Réf. : CDG-INFO2010-12/CDE

Personnes à contacter : Christine DEUDON et Sylvie TURPAIN  
☎ : 03.59.56.88.48/58

Date : le 2 septembre 2010

### LA RENOVATION DU DIALOGUE SOCIAL

#### REFERENCE JURIDIQUE :

- ♦ Loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique (JO du 06/07/2010).

\*\*\*\*\*

La loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 transpose les « accords de Bercy » sur le dialogue social dans la fonction publique signés le 2 juin 2008 par le ministre de la fonction publique et six organisations syndicales et intéresse les trois fonctions publiques. Les principales mesures envisagées sont les suivantes :

- la promotion de nouvelles pratiques de dialogue à travers l'extension de la négociation,
- le renforcement des garanties de carrière pour les représentants syndicaux,
- l'élargissement de l'accès aux élections professionnelles en ne conditionnant plus la présentation des listes à certains critères de représentativité ou au bénéfice d'une présomption de représentativité,
- le rôle, la composition et le fonctionnement des organismes consultatifs (C.S.F.P.T. - C.N.F.P.T. - Comités techniques, Commissions administratives paritaires) et la création du Conseil commun de la fonction publique,

Elle modifie également certaines dispositions statutaires au nombre desquelles :

- le classement des infirmiers territoriaux en catégorie A,
- le report aux années 2010, 2011 et 2012 de l'expérimentation de l'entretien professionnel,
- l'augmentation de deux à trois ans de la durée maximum du temps partiel de droit pour créer ou reprendre une entreprise.

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p>♦ <b><u>Promouvoir de nouvelles pratiques de dialogue à travers l'extension de la négociation</u></b></p> <p>Les organisations syndicales de fonctionnaires ont qualité pour participer au niveau national à des négociations relatives à l'évolution des rémunérations et du pouvoir d'achat des agents publics avec les représentants du Gouvernement, les représentants des employeurs publics territoriaux et les représentants des employeurs publics hospitaliers.</p> <p>Les organisations syndicales de fonctionnaires ont également qualité pour participer, avec les autorités compétentes, à des négociations relatives :</p> <p>1° Aux conditions et à l'organisation du travail, et au télétravail ;</p> <p>2° Au déroulement des carrières et à la promotion professionnelle ;</p> <p>3° A la formation professionnelle et continue ;</p> <p>4° A l'action sociale et à la protection sociale complémentaire ;</p> <p>5° A l'hygiène, à la sécurité et à la santé au travail ;</p> <p>6° A l'insertion professionnelle des personnes handicapées ;</p> <p>7° A l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.</p> <p>Sont appelées à participer à ces négociations les organisations syndicales disposant d'au moins un siège dans les organismes consultatifs au sein desquels s'exerce la participation des fonctionnaires et qui sont déterminées en fonction de l'objet et du niveau de la négociation (Comité technique, Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, Commissions administratives paritaires).</p> <p>Un accord est valide s'il est signé par une ou plusieurs organisations syndicales de fonctionnaires ayant recueilli au moins 50 % du nombre des voix lors des dernières élections professionnelles organisées au niveau auquel l'accord est négocié.</p> <p><b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b> : Avant l'entrée en vigueur de ces dispositions, la validité d'un accord est subordonnée au respect de l'une ou l'autre des conditions suivantes : 1° Il est signé par une ou plusieurs organisations syndicales ayant recueilli au moins 50 % du nombre des voix ; 2° Il est signé par une ou plusieurs organisations syndicales ayant recueilli au total au moins 20 % du nombre des voix et ne rencontre pas l'opposition d'une ou plusieurs organisations syndicales parties prenantes à la négociation représentant au total une majorité des voix.</p> <p>Sont prises en compte les voix obtenues par les organisations syndicales de fonctionnaires lors des dernières élections professionnelles au niveau où l'accord est négocié.</p>	<p>Art. 1<sup>er</sup></p> <p>Art. 28</p> <p>⇒ Ces dispositions sont d'application immédiate. Toutefois, les conditions de validité des accords sont déterminées avec un dispositif transitoire applicable jusqu'à une date fixée par décret et au plus tard le 31/12/2013</p>	<p>Art. 8 bis</p>	

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p>♦ <b><u>Renforcer les garanties de carrière pour les représentants syndicaux</u></b></p> <p>Les compétences acquises dans l'exercice d'un mandat syndical sont prises en compte au titre des acquis de l'expérience professionnelle. Cette notion s'applique dans les concours, l'avancement de grade et la promotion interne.</p> <p>Les fonctionnaires bénéficiant d'une décharge totale de service pour raison syndicale ont droit à la promotion interne.</p>	<p>Art. 2 Art. 3 ⇒ Ces dispositions sont d'application immédiate</p>	<p>Art. 15 Art. 12</p>	

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p>♦ <b><u>Elargir l'accès aux élections professionnelles</u></b></p> <p>La loi 2010-751 du 05/07/2010 élargit les conditions d'accès aux élections professionnelles et ne conditionne plus la présentation de listes à certains critères de représentativité ou au bénéfice d'une présomption de représentativité.</p> <p>Pourront désormais se présenter aux élections professionnelles les organisations syndicales de fonctionnaires légalement constituées depuis au moins deux ans à compter de la date de dépôt légal des statuts et satisfont aux critères de respect des valeurs républicaines et d'indépendance.</p> <p>Les organisations syndicales de fonctionnaires affiliées à une union de syndicats de fonctionnaires qui remplit ces conditions pourront se présenter aux élections professionnelles.</p> <p>Ces nouvelles règles de représentativité seront mises en œuvre pour les élections aux <b>Comités techniques</b> et aux <b>Commissions administratives paritaires</b>.</p> <p>Les dispositions sur le recours en cas de contestations sur la recevabilité des listes déposées sont maintenues. Ces contestations sont portées devant le tribunal administratif dans les trois jours à compter de la date limite de dépôt des candidatures, le tribunal se prononçant dans les quinze jours qui suivent le dépôt de la requête.</p>	<p>Art. 4 Art. 33 VI.</p> <p>⇒ Ces dispositions entreront en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 31/03/2011</p>	<p>Art. 9 bis</p>	

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p>♦ <b>Renforcer le rôle des organismes consultatifs et améliorer leur fonctionnement</b></p> <p>• <b><u>La création d'un nouvel organisme : le Conseil commun de la fonction publique</u></b></p> <p>Il est créé un Conseil commun de la fonction publique compétent pour connaître de toute question d'ordre général commune aux trois fonctions publiques dont il est saisi.</p> <p>Il est saisi des projets de loi ou d'ordonnance et, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le prévoit, de décret, communs aux trois fonctions publiques, à l'exception des textes spécifiques à chaque fonction publique.</p> <p>La consultation du Conseil commun de la fonction publique, lorsqu'elle est obligatoire, remplace celle des conseils supérieurs de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière.</p> <p>Le Conseil commun de la fonction publique est présidé par le ministre chargé de la fonction publique ou son représentant.</p> <p>Il comprend :</p> <p>1° Des représentants des organisations syndicales de fonctionnaires désignés par celles-ci ; les sièges sont répartis entre les organisations syndicales proportionnellement au nombre des voix obtenues par chacune d'elles lors des dernières élections pour la désignation des membres des Comités techniques dans les trois fonctions publiques et des organismes consultatifs permettant d'assurer la représentation des personnels en vertu de dispositions législatives spécifiques ;</p> <p>2° Des représentants des administrations et employeurs de l'Etat et de leurs établissements publics ;</p> <p>3° Des représentants des employeurs publics territoriaux dont le président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, désignés par les représentants des communes, des départements et des régions au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, mentionnés à l'article 8 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;</p> <p>4° Des représentants des employeurs publics hospitaliers désignés par les organisations les plus représentatives des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.</p> <p>Le président du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière assiste aux réunions du Conseil commun de la fonction publique sans voix délibérative.</p> <p>L'avis du Conseil commun de la fonction publique est rendu lorsque l'avis de chacune des catégories des représentants mentionnées aux 1°, 3° et 4° a été recueilli (<i>Les organisations syndicales, les représentants des employeurs territoriaux et les représentants des employeurs hospitaliers se prononcent en collège séparés. Les représentants de l'Etat et de leurs établissements publics ne rendent pas d'avis</i>).</p> <p><b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES :</b> Les sièges attribués aux organisations syndicales représentatives de fonctionnaires pour la composition du Conseil commun de la fonction publique sont attribués, jusqu'au terme d'une période transitoire qui s'achève au premier renouvellement de l'instance qui suit le 31 décembre 2013, conformément aux règles suivantes :</p> <p>1° Les sièges sont répartis entre elles proportionnellement au nombre des voix prises en compte pour la désignation des représentants du personnel au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière dans les conditions prévues respectivement au 1° des articles 30 et 32 de la loi 2010-751 du 05/07/2010 et à celles qu'elles ont obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants des personnels aux comités techniques paritaires de la fonction publique territoriale déjà constitués à la date de publication de la loi 2010-751 du 05/07/2010 et aux instances qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;</p> <p>2° Chaque organisation syndicale représentée au sein de l'un au moins de ces trois conseils supérieurs dispose d'un siège au moins au sein du Conseil commun de la fonction publique.</p>	<p>Art. 5 Art. 29 et 33 I.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement du C.C.F.P. entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de cette instance suivant la publication d'un décret d'application, sous réserve des dispositions transitoires prévues par l'art. 29 de la loi n°2010-751 du 05/07/2010</p>	<p>Art. 9 ter</p>	

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>• Les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale</u></b></p> <p>La loi 2010-751 du 05/07/2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>modifie le mode de répartition des sièges entre les organisations syndicales (art. 12) : Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles proportionnellement au nombre de voix qu'elles ont obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux Comités techniques ou aux institutions qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120 de la loi 84-53. Les organisations syndicales désignent leurs représentants.</li> <li>met fin à l'exigence du paritarisme numérique (art. 13) : L'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants des organisations syndicales de fonctionnaires et, d'autre part, l'avis des employeurs publics territoriaux sur les questions dont il a été saisi. Par conséquent, il y aura deux votes au sein de collèges séparés identifiant les positions respectives des employeurs et des représentants syndicaux.</li> </ul> <p><b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b> : Les sièges attribués aux organisations syndicales représentatives de fonctionnaires pour la composition du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale sont attribués, dans le cas d'un renouvellement anticipé du mandat des représentants de ces organisations intervenant avant le 31/12/2013, conformément aux règles suivantes :</p> <p>1° Les sièges sont répartis entre les organisations proportionnellement au nombre des voix qu'elles ont obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux Comités techniques et aux instances qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;</p> <p>2° Toute organisation syndicale justifiant au sein de la fonction publique territoriale d'une influence réelle, caractérisée par son activité, son expérience et son implantation professionnelle et géographique, dispose au moins d'un siège.</p>	<p>Art. 12 Art. 13 Art. 31 et 33 II.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement du C.S.F.P.T. entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de cette instance suivant la publication d'un décret d'application, sous réserve des dispositions transitoires prévues par l'art. 31 de la loi n° 2010-751 du 05/07/2010</p>		<p>Art. 8 Art. 9</p>

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>• Les élections des Commissions administratives paritaires</u></b></p> <p>Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.</p> <p>Par conséquent, les nouvelles modalités d'accès aux élections professionnelles (cf. ci-dessus) seront applicables aux élections des C.A.P.. Le scrutin de liste à deux tours dont le premier tour est réservé aux syndicats représentatifs est donc supprimé.</p>	<p>Art. 14 Art. 33 III.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement des C.A.P. entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de ces instances suivant la publication d'un décret d'application</p>		<p>Art. 29</p>

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>· Les règles relatives à la composition et au fonctionnement du Centre national de la fonction publique territoriale</u></b></p> <p>Les sièges attribués aux organisations syndicales sont répartis entre elles proportionnellement au nombre des voix obtenues aux élections organisées pour la désignation des représentants du personnel aux comités techniques ou aux institutions qui en tiennent lieu en application du VI de l'article 120 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 .</p>	<p>Art. 17 Art. 33 III.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement de cette instance entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de cette instance suivant la publication d'un décret d'application</p>		<p>Art. 12</p>



DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>• L'amélioration du fonctionnement des Comités techniques</u></b></p> <p>La loi 2010-751 du 05/07/2010 supprime le paritarisme au sein des Comités techniques.</p> <p>Les Comités techniques comprennent des représentants de la collectivité ou de l'établissement et des représentants du personnel mais ceux-ci ne sont plus en nombre égal. Seul les représentants du personnel prennent part au vote. Toutefois, si une délibération le prévoit, l'avis rendu par le Comité technique supposera le recueil préalable et séparé de celui des représentants du personnel, d'une part, et de celui des représentants de la collectivité, d'autre part.</p> <p>Les membres représentant le personnel sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle dans les conditions définies à l'article 9 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 précitée.</p> <p>Par conséquent, les nouvelles modalités d'accès aux élections professionnelles (cf. ci-dessus) seront applicables aux élections des Comités techniques. Le scrutin de liste à deux tours dont le premier tour est réservé aux syndicats représentatifs est donc supprimé.</p> <p>Les Comités techniques sont présidés par l'autorité territoriale ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.</p>	<p>Art. 15 et 19 Art. 33 III.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement de ces instances entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de ces instances suivant la publication d'un décret d'application</p>		<p>Art. 32</p>
<p><b><u>• Les domaines d'intervention des Comités techniques</u></b></p> <p>Les domaines d'intervention des Comités techniques sont élargis : grandes orientations en matière de politique indemnitaire et de critères de répartition, action sociale, protection sociale complémentaire, ...</p>	<p>Art. 16 Art. 33 VII.</p> <p>⇒ Ces mesures entreront en vigueur à compter de la publication d'un décret d'application aux comités techniques paritaires déjà constitués ou en cours de constitution à cette même date</p>		<p>Art. 33</p>

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>• La réforme des Comités d'hygiène et de sécurité</u></b></p> <p>Le champ de compétences de ces instances est étendu aux conditions de travail, d'où un changement de dénomination en Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T.). Ceux-ci sont créés dans les collectivités employant au moins cinquante agents.</p> <p>Dans les collectivités de moins de cinquante agents, les missions du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont exercées par le Comité technique dont relèvent ces collectivités.</p> <p>Si l'importance des effectifs et la nature des risques professionnels le justifient, des Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail locaux ou spéciaux sont créés par décision de l'organe délibérant des collectivités. Ils peuvent également être créés si l'une de ces deux conditions est réalisée.</p> <p>Le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail a pour mission :</p> <p>1° De contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents dans leur travail et à l'amélioration des conditions de travail ;</p> <p>2° De veiller à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières.</p> <p>Le Comité est réuni par son président à la suite de tout accident mettant en cause l'hygiène ou la sécurité ou ayant pu entraîner des conséquences graves.</p> <p>Le Comité comprend des représentants de la collectivité désignés par l'autorité territoriale auprès de laquelle il est placé, et des représentants désignés par les organisations syndicales. L'avis du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis des représentants des organisations syndicales et, d'autre part, si une délibération le prévoit, l'avis des représentants de la collectivité.</p>	<p>Art. 18 Art. 33 III.</p> <p>⇒ Les règles relatives à la composition et au fonctionnement de ces instances entreront en vigueur à compter du premier renouvellement de ces instances suivant la publication d'un décret d'application</p>		<p>Art. 33-1</p>

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<p><b><u>-L'harmonisation des cycles des élections professionnelles</u></b></p> <p>Afin de permettre la convergence de tous les cycles électoraux, la durée des mandats des instances consultatives pourra être réduite ou augmentée dans la limite de trois ans par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>En effet, l'harmonisation des cycles des élections professionnelles permettra d'organiser les élections professionnelles le même jour dans l'ensemble de la fonction publique.</p>	Art. 34		

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
♦ <u>Les dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale</u>			
· <i>L'actualisation dans l'article 108-1 de la loi 84-53 du 26/01/1984 du renvoi aux dispositions du code du travail en matière de santé et de sécurité au travail dans la Fonction Publique Territoriale compte tenu de la réorganisation du code du travail</i>	Art. 20 I.  ⇒ Ces dispositions sont d'application immédiate		Art. 108-1
· <i>L'institution d'un suivi médical post-professionnel des agents exposés dans le cadre de leurs fonctions à un agent cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction ou figurant sur l'un des tableaux mentionnés à l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale à la charge du dernier employeur au sein duquel ils ont été exposés</i>	Art. 20 II.  ⇒ Ces dispositions entreront en vigueur à compter de la publication d'un décret d'application		Art. 108-4

DISPOSITIONS LEGISLATIVES	ART. DE LA LOI 2010-751 DU 05/07/2010	ART. DE LA LOI 83-634 DU 13/07/1983	ART. DE LA LOI 84-53 DU 26/01/1984
<ul style="list-style-type: none"> <li>La suppression du classement en catégorie active du cadre d'emplois des infirmiers territoriaux classé en catégorie A et le droit d'option des personnels en fonction</li> </ul>	Art. 37 ⇒ Ces dispositions entreront en vigueur à compter de la publication d'un décret d'application		
<ul style="list-style-type: none"> <li>La prise en compte de la performance individuelle (prime de fonctions et de résultats) et collective (prime d'intéressement) pour le versement du régime indemnitaire</li> </ul>	Art. 38 Art. 40 ⇒ Ces dispositions entreront en vigueur à compter de la publication d'un décret d'application	Art. 20	Art. 88
<ul style="list-style-type: none"> <li>La création d'un grade à accès fonctionnel</li> </ul>	Art. 39 ⇒ Ces dispositions entreront en vigueur à compter de la publication d'un décret d'application		Art. 79
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le report aux années 2010, 2011 et 2012 de l'expérimentation de l'entretien professionnel</li> </ul>	Art. 42 ⇒ Ces dispositions sont d'application immédiate		Art. 76-1
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'augmentation de deux à trois ans de la durée maximum du temps partiel de droit pour créer ou reprendre une entreprise</li> </ul>	Art. 45 ⇒ Ces dispositions sont d'application immédiate		Art. 60 bis